

**N° 4460<sup>3</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

---

**PROJET DE LOI**

**relatif à la construction d'une cité judiciaire au plateau  
du St-Esprit à Luxembourg**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS**

(2.3.1999)

La Commission se compose de: M. Mathias GREISCH, Président; M. Jean SCHILTZ, Rapporteur; Mme Anne BRASSEUR, MM. Jean-Marie HALSDORF, Jean-Pierre KOEPP, Marco SCHANK, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Nicolas STROTZ, Alphonse THEIS et Mme Renée WAGENER, Membres.

\*

Le projet de loi soumis à l'examen de la Commission des Travaux publics propose d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une cité judiciaire au plateau du Saint-Esprit à Luxembourg.

Il a été approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 2 juillet 1998 et déposé à la Chambre des Députés par le Ministre des Travaux publics en date du 20 août 1998.

\*

**1. CONSIDERATIONS GENERALES**

Le présent projet de construction vise à remédier aux problèmes d'infrastructures auxquels doit faire face l'institution judiciaire luxembourgeoise.

Son objet consiste à regrouper sur un même site – le plateau du Saint-Esprit – l'ensemble des corps judiciaires ainsi que tous les services qui sont à l'heure actuelle logés dans différents bâtiments à travers la Ville de Luxembourg.

En effet l'institution judiciaire, représentant l'un des trois pouvoirs constitutionnels de l'Etat, devrait pouvoir disposer d'une infrastructure correspondant à sa fonction et à son rôle dans l'Etat.

La demande d'une nouvelle infrastructure centrale pour l'administration judiciaire remonte déjà au 15 juillet 1988 lorsque le ministre de la Justice soumit au Conseil de Gouvernement la proposition de construire un nouveau palais de justice.

Le 25 octobre 1995, le Gouvernement décida officiellement de faire réaliser un nouveau palais de justice sur un site prestigieux.

Par la suite, ce fut le plateau du Saint-Esprit qui a été retenu, ceci parce qu'il se situe au coeur de la Ville – à proximité de la Vieille Ville – et parce que l'Etat en est le propriétaire.

Selon les auteurs du projet de loi, le présent projet de construction „répond aux nécessités d'une justice moderne, et met en place une infrastructure adaptée aux normes de travail et d'hygiène actuelles qui garantit l'installation des effectifs pour une durée appréciable“.

\*

## 2. LA JUSTICE AU SERVICE DU CITOYEN

Avant d'en venir à l'objet propre du projet de loi sous rubrique, la commission se permet de passer brièvement en revue les mutations survenues au cours de la présente législature dans l'organisation judiciaire. Dans ce sens, la commission tient à signaler qu'elle ne s'est pas seulement attachée à analyser le projet de loi sous avis par le seul volet infrastructurel, mais à la lumière des différentes réformes mises en oeuvre.

La confiance en la justice est l'ossature d'une nation. Toute société a besoin d'une justice garante des libertés, efficace et impartiale: efficace pour garantir la sécurité des gens, impartiale pour que vive le système de valeurs commun. En ce sens, les attentes des citoyens concernant la justice sont clairement identifiées: une justice compréhensible, accessible, rapide et égale pour tous.

Lors de la déclaration gouvernementale de 1994, le gouvernement a estimé que son action sera déterminée par la „préoccupation d'assurer au justiciable une décision judiciaire dans un délai raisonnable, par le biais d'un ensemble de réformes telles que la modernisation et l'accélération des procédures judiciaires, le renforcement du nombre de magistrats et fonctionnaires de l'administration judiciaire, une meilleure adaptation des méthodes de gestion, l'assistance judiciaire et finalement la construction d'une nouvelle cité judiciaire“.

Il convient d'insister sur la progression très importante du nombre d'affaires: durant l'année judiciaire 1989-90, le parquet de Luxembourg a traité 22.630 plaintes ou procès-verbaux, ce nombre ayant augmenté de 30% pour atteindre 29.500 dossiers en 1996/97. En outre, en analysant la partie concernant le nombre total de décisions en matières civile et commerciale indiqué dans les statistiques du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, il importe de noter que ce nombre a augmenté de 20% pour évoluer de 6.245 (1988/89) à 7.505 (1996/97).

Dans ce sens, depuis 1989 des efforts ont été entrepris afin d'adapter les effectifs à cette augmentation considérable du contentieux porté devant les juridictions. Alors qu'on comptait en 1989 120 magistrats, ils sont aujourd'hui 166 (+ 38%). Le personnel administratif a connu une évolution analogue, en passant de 145 à 190 unités (+ 31%).

Le projet de loi sous rubrique sera l'un des derniers – mais non des moindres – d'une série de projets de loi ayant une grande importance pour la magistrature votés au cours de la présente législature par la Chambre des Députés. En effet, à côté du problème de l'arriéré judiciaire (un délai d'attente durant en moyenne un an et demi), se pose de façon accrue celui de la vétusté des locaux. Le personnel du corps judiciaire se plaint depuis plusieurs années de travailler dans des locaux vétustes et peu pratiques. Cette dernière observation a également été traitée dans le rapport Weiler sur la Justice. Selon lui, „les autorités judiciaires ont dénoncé à de multiples reprises l'éparpillement des bâtiments hébergeant les différents corps judiciaires et les services qui en dépendent et l'inadaptation des bâtiments aux normes de sécurité ainsi que l'absence de réseaux informatiques“.

A ce titre, la création de la cité judiciaire révèle assurément une importance primordiale.

\*

## 3. APERÇU TECHNIQUE SUCCINCT

Parmi plusieurs sites d'implantation possibles, dont notamment la place de l'Etoile, la Vieille Ville ou le plateau du Kirchberg, le Gouvernement a finalement retenu le plateau du Saint-Esprit pour les raisons évoquées ci-dessus.

Le plateau en question, qui hébergeait la citadelle du Saint-Esprit construite par Vauban en 1685, était destiné dans les années 1970 à accueillir un nouvel immeuble pour les besoins de la Chambre des Députés.

Toutefois, ce projet fut abandonné et seul le parking souterrain, l'ascenseur vers le Grund et le revêtement de la place du Saint-Esprit ont été réalisés.

En ce qui concerne la nouvelle infrastructure du pouvoir judiciaire, deux orientations urbanistiques divergentes étaient en discussion. D'une part, un palais de justice monumental et monolithique à l'instar du palais de justice de Bruxelles et d'autre part, une cité judiciaire composée d'autant de bâtiments que d'instances ou d'unités fonctionnelles.

La deuxième solution fut choisie, la décision ayant été guidée par le choix du site qui respecte la partie urbanistique du projet. Il est en effet impossible de construire sur le plateau du Saint-Esprit des

immeubles imposants qui ne s'harmonisent pas avec le caractère du quartier adjacent de la Vieille Ville. De plus, il y a aujourd'hui une tendance à présenter la justice de manière moins despotique qu'autrefois.

Finalement, force est de constater que l'ensemble des administrations luxembourgeoises sont installées dans des bâtiments de moindre envergure plutôt que dans de grandes bâtisses monumentales.

En résumé, la nouvelle cité judiciaire sera constituée d'un ensemble de 8 bâtiments distincts et dont chacun sera une entité fonctionnelle et architecturale.

Il s'agit des éléments suivants:

- \* Cour Supérieure de Justice et Parquet général;
- \* Tribunal d'arrondissement;
- \* Parquet du Tribunal d'arrondissement;
- \* Justice de paix;
- \* Tribunal de la jeunesse;
- \* Service central d'assistance sociale;
- \* Locaux communs;
- \* Tour des vents.

Les gabarits des constructions seront compatibles avec ceux des immeubles de la corniche.

Avant d'en venir à la description détaillée des différents bâtiments, il convient en outre de souligner que malgré les contraintes sévères imposées par la Ville de Luxembourg, la construction de la cité permettra d'obtenir dès son achèvement une réserve de capacités de 20% sans compter avec d'autres bâtiments qui deviendront disponibles (direction des contributions, bureaux de la Chambre des Députés, rue du Saint-Esprit, à long terme: Archives nationales, etc.).

Le palais de la Cour Supérieure de Justice sera l'élément central de la nouvelle cité judiciaire. La place du Saint-Esprit redessinée lui servira de parvis. Ce sera d'ailleurs le seul bâtiment à caractère monumental. Il regroupera la Cour Supérieure et le Parquet général, les plus hautes instances du pouvoir judiciaire.

Le tribunal d'arrondissement occupera l'ancienne caserne, bâtiment qui sera entièrement transformé et agrandi du côté boulevard Roosevelt afin de pouvoir accueillir l'ensemble des services du tribunal.

Le parquet du tribunal d'arrondissement sera logé dans un immeuble autonome bordant la place du Saint-Esprit du côté de la vallée. Une galerie de liaison reliera le parquet à l'immeuble du tribunal d'arrondissement.

La justice de paix se trouve à l'extrémité sud du plateau du Saint-Esprit et est accessible depuis une petite place urbaine.

Le tribunal de la jeunesse est constitué d'un bâtiment modeste tenant plutôt de la villa classique que du palais de justice. Il est implanté sur une avancée du mur de fortification du plateau du Saint-Esprit reconstruit à l'endroit d'un petit passage en tunnel donnant actuellement accès à la corniche. Ce bâtiment est d'une taille modeste compte tenu, d'une part, du programme restreint par rapport aux autres juridictions et, d'autre part, afin d'éviter tout caractère opprimant.

Le service central d'assistance sociale sera implanté entre le tribunal de la jeunesse et la tour des vents dans un immeuble imposant tant par le volume que par son expression architecturale. En raison de la vocation sociale du service, le programme comporte principalement des bureaux destinés à recevoir le public.

Les locaux communs aux différentes juridictions sont regroupés dans un bâtiment se situant à proximité immédiate du palais de la Cour Supérieure de Justice. L'immeuble en question héberge les archives centrales, la salle des ordinateurs, la bibliothèque avec sa salle de lecture, la salle de formation et les bureaux de l'administration centrale, le central téléphonique ainsi qu'un logement de service.

La tour des vents est un élément architectural destiné à compléter l'image de la silhouette de la Ville haute. Haut de 37 mètres et sans fonction directe si ce n'est qu'une plate-forme avec vue imprenable sur la Ville et ses environs, la tour des vents sera le pendant du clocher de l'église Saint-Michel et marquera ainsi la prolongation du tissu urbain. Elle sera placée sur l'emplacement même de l'ascenseur menant au Grund et remplacera le pavillon actuel.

Un parking souterrain avec 440 emplacements prolongera l'actuel parking du Saint-Esprit. Ces emplacements seront répartis sur quatre niveaux dont trois seront réservés aux instances judiciaires

tandis que le quatrième sera destiné au public. Ce dernier sera accessible par l'entrée existante. Les emplacements réservés seront accessibles par une nouvelle entrée donnant sur le boulevard Roosevelt et située avant la descente vers le tunnel.

La centrale d'énergie sera dimensionnée de façon à pouvoir desservir plus tard également les autres bâtiments de l'Etat implantés dans le quartier.

\*

#### 4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans sa séance du 10 novembre 1998, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur le présent projet de loi.

De façon générale son avis est positif.

Le Conseil d'Etat estime toutefois qu'il y a lieu de revoir le projet afin de suppléer au manque apparent d'espaces réservés au personnel affecté aux divers services juridiques.

La Commission s'est toutefois rendu compte qu'une erreur s'était glissée dans les pages 10 à 16 (chapitre III, programme de construction) du projet de loi, alors que sur les plans il ressort clairement que les juridictions disposeront de suffisamment de locaux. Afin de redresser cette erreur la Commission se propose d'annexer au présent projet de rapport une version corrigée de la partie écrite du projet de loi.

Par ailleurs le Conseil d'Etat, bien qu'il ne s'oppose pas à la formule de préfinancement telle que prévue par la loi de garantie, est d'avis que les annuités à rembourser par l'Etat au promoteur privé constituent une garantie suffisante pour ce dernier et que de ce fait, il ne sera pas nécessaire que l'Etat cède un droit de superficie et un droit de tréfonds sur un terrain domanial.

Aussi se pose-t-il des questions sur la situation juridique du parking souterrain actuel (parking du Saint-Esprit) sur lequel sera construit le futur bâtiment de la Cour Supérieure de Justice.

C'est dans ce sens que le Conseil d'Etat propose de faire abstraction de l'actuel article 3 du présent projet de loi.

La Commission n'est pas d'accord avec ce raisonnement du Conseil d'Etat.

En effet si l'Etat se décide pour la formule de location-vente telle que prévue par la loi modifiée du 13 avril 1970, alors il ne pourra faire autrement que de céder au promoteur privé qui sera par la force des choses le maître d'ouvrage délégué, un droit de superficie sur le terrain domanial ad hoc, ceci pour éviter que ce promoteur privé ne construise sur la propriété d'autrui.

La seule alternative pour la Commission serait un financement direct de l'Etat par le biais du fonds d'investissements publics administratifs.

C'est ainsi que la Commission recommande à la Chambre des Députés de maintenir l'article 3 dont question.

En ce qui concerne le texte du projet de loi, le Conseil d'Etat émet les observations suivantes:

##### *Intitulé:*

Le Conseil d'Etat recommande une modification purement rédactionnelle en écrivant „Saint-Esprit“ au lieu de „St-Esprit“. Aussi cet intitulé s'écrira-t-il comme suit:

„Projet de loi relatif à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du Saint-Esprit à Luxembourg.“

##### *Article 1er. –*

Cet article se lira comme suit:

„**Art. 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur le plateau du Saint-Esprit à Luxembourg.“

##### *Article 2. –*

Le Conseil d'Etat recommande d'y ajouter un deuxième alinéa qui se lira comme suit:

„Le financement du projet se fait par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.“

*Article 3.-*

Eu égard à ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de supprimer cet article.

\*

## 5. DEVIS

Le devis du projet de loi s'élève à 3.970.000.000 LUF, sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

La réalisation des travaux se fera par l'intermédiaire d'un promoteur privé.

Le financement du projet de construction sera assuré par l'instrument de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

\*

## 6. CONCLUSION

L'avis du ministre du Budget à produire au regard de l'article 3 de la loi concernant la comptabilité de l'Etat a été émis en date du 12 août 1998. Cet avis est positif.

La Commission des Travaux publics voudrait encore souligner que le projet „Cité judiciaire“ a été conçu par les deux architectes luxembourgeois renommés Léon et Rob Krier et que de l'avis de la majorité de la Commission il s'agit d'un concept global pour le Plateau du Saint-Esprit, concept qu'il conviendrait de réaliser intégralement tel que prévu.

Parfaitement consciente de l'importance et de l'urgence du présent projet de construction, la Commission recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur qui suit:

\*

### TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

#### PROJET DE LOI

#### relatif à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du Saint-Esprit à Luxembourg

**Art. 1er.-** Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur le plateau du Saint-Esprit à Luxembourg.

**Art. 2.-** Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent dépasser la somme de 3.970.000.000.- francs sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

Le financement du projet se fait par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

**Art. 3.-** Est autorisée, en vue de la construction de la Cité judiciaire visée à l'article 1er ci-dessus, la cession de gré à gré du droit respectivement de superficie et de tréfonds du terrain domanial inscrit au cadastre de la commune de Luxembourg, section – LD – de Basse-Pétrusse, lieu-dit: „Place du St-Esprit“ sous le numéro cadastral 38/1173 lot C avec une contenance de 1 ha 79 a 66 ca.

Luxembourg, le 2 mars 1999.

*Le Rapporteur,*  
Jean SCHILTZ

*Le Président,*  
Mathias GREISCH

\*

## ANNEXE

**I. EXPOSE DES MOTIFS**

L'institution judiciaire continue à manquer de place et les conditions de travail et de sécurité du personnel affecté aux services judiciaires ne fait que se détériorer d'année en année.

L'objet du présent projet est de regrouper tous les corps judiciaires et tous les services, actuellement logés dans différents bâtiments de la Ville de Luxembourg, sur un seul site, à savoir le plateau du St-Esprit, en y construisant une véritable Cité judiciaire dans laquelle sera intégré le bâtiment Vauban.

Actuellement les différents corps de justice et services attenants sont disséminés sur une dizaine de bâtiments, sans lien organique ou fonctionnel.

- 1) Le bâtiment situé au numéro 12, côte d'Eich, abrite pour l'essentiel la cour supérieure de justice et le parquet général.
- 2) La maison Moll, adjacente au numéro 12, côte d'Eich, héberge le tribunal de la jeunesse et des tutelles, ainsi que le logement de service du concierge.
- 3) La Maison d'Huart, située rue du Nord, est le siège du service de l'exécution des peines, dépendant du parquet général.
- 4) La justice de paix est installée au numéro 19, rue du Nord.
- 5) L'arrière-bâtiment de la justice de paix est occupé par le service de la jeunesse dépendant du parquet de Luxembourg, par le ministère public près des tribunaux de police et abrite encore certaines salles d'enquête de la justice de paix et du tribunal d'arrondissement.
- 6) Le palais de justice proprement dit est le siège du tribunal d'arrondissement et du parquet de Luxembourg.
- 7) L'ancien Hôtel de la Monnaie, rénové, est occupé par différentes chambres du tribunal d'arrondissement et sert de siège à l'ordre des avocats.
- 8) Le service central d'assistance sociale (SCAS) a été transféré il y a quelques années au bâtiment Forum Royal, boulevard Royal à Luxembourg.
- 9) Une partie des juges du tribunal d'arrondissement viennent d'être transférés dans une maison louée par l'Etat et située au numéro 8, rue du Marché-aux-Herbes.
- 10) Par ailleurs les registres de l'état civil seront transférés au Monterey Palace, avenue Monterey à Luxembourg, afin de dégager le rez-de-chaussée du palais de justice pour d'autres services, tels que le registre aux firmes et le cabinet d'instruction.

L'énumération des corps et services susmentionnés et leur localisation traduisent le caractère désordonné et improvisé des extensions successives réalisées à partir du palais de justice, à telle enseigne que l'ensemble donne l'impression d'un „patchwork“ créé au gré des nécessités du moment manquant d'un concept rationnel et adapté aux exigences d'une justice moderne. Les différents bâtiments se prêtent mal à l'installation d'une bureautique appropriée et d'une infrastructure technique intégrée et ne répondent en aucune manière aux exigences impératives d'une sécurité conforme aux normes actuelles.

Pourtant l'institution judiciaire constitue l'un des trois pouvoirs constitutionnels de l'Etat et ce pouvoir, pour remplir sa mission, doit disposer d'une infrastructure et d'un emplacement correspondant à sa fonction et à son rôle dans l'Etat.

Déjà le 15 juillet 1988, le ministre de la justice de l'époque demanda au Gouvernement de mettre à l'ordre du jour du Gouvernement en conseil la construction d'un nouveau palais de justice. Il faisait état du manque et de l'exiguïté des locaux, de leur vétusté et de leur dispersion, l'infrastructure ne permettant pas l'installation d'un équipement bureautique approprié et indispensable à l'évacuation rapide et rationnelle des affaires, la sécurité des personnes et des bâtiments n'étant qu'insuffisamment assurée. La lettre en question se terminait comme suit:

„Finalement je voudrais relever que le prestige dont doivent pouvoir bénéficier les autorités judiciaires, exige que l'Etat mette à leur disposition un palais de justice moderne et fonctionnel, leur permettant de remplir à la satisfaction générale la mission leur confiée par la Constitution et les lois de l'Etat ...“

Ces propos n'ont rien perdu de leur actualité et le 25 octobre 1995 le Gouvernement en conseil a pris la décision officielle de faire édifier un nouveau palais de justice sur un site prestigieux.

Finalement le plateau du St-Esprit a été retenu. Ce site a l'avantage d'être la propriété de l'Etat et se trouve à proximité de la Vieille Ville, ce qui correspond au rang de la justice, qui, à l'instar des autres institutions fondamentales, doit avoir son siège au coeur de la capitale.

Le programme de construction et partant les surfaces calculées tiennent compte de l'évolution future des effectifs due notamment au projet de loi concernant la mise en état en procédure civile et à celui prévoyant un renforcement limité du tribunal et du parquet d'arrondissement. Il prévoit par ailleurs des réserves suffisantes pour permettre d'absorber l'évolution des effectifs sur une période prolongée.

En conséquence le présent projet de loi répond aux nécessités d'une justice moderne, et met en place une infrastructure adaptée aux normes de travail et d'hygiène actuelles qui garantit l'installation des effectifs pour une durée appréciable.

\*

## II. PARTIE TECHNIQUE

### II.1. Site d'implantation

Après avoir analysé plusieurs sites pour le nouveau palais de justice central de Luxembourg dont notamment la place de l'Etoile, la Vieille Ville, le plateau du Kirchberg et le plateau du St-Esprit, le Gouvernement a pris la décision de retenir ce dernier comme terrain d'implantation pour les nouvelles infrastructures réservées au pouvoir judiciaire à Luxembourg.

Situé au coeur même de la Ville, le plateau du St-Esprit est un promontoire naturel au confluent de l'Alzette et de la Pétrusse, un éperon rocheux qui domine les vallées des deux rivières. Ce plateau, qui avant la fondation de l'abbaye du St-Esprit par la comtesse Ermesinde en 1234 s'appelait „SCHADEBURG“, a été englobé en 1393, lors de la construction de la troisième enceinte, sous le duc Venceslas II, dans la forteresse de Luxembourg.

La situation particulière du plateau du St-Esprit lui a valu une importance capitale dans la défense de la forteresse et un développement militaire important qui a trouvé son apogée dans la construction de la citadelle du St-Esprit par Vauban en 1685. A cette même époque furent construites deux casernes qui pouvaient abriter jusqu'à 1.540 soldats.

En 1687 l'abbaye du St-Esprit fut réquisitionnée et transformée en caserne militaire pour la garnison de la forteresse. Ce n'est que quelque cent ans plus tard, exactement en 1770, que l'ancienne abbaye a été démolie en raison de son état ruineux.

En 1828 ont été construits la cour arrière de la citadelle et, sur l'emplacement de l'ancien cloître, le manège et les cuisines de garnison.

En 1857 les Prussiens entreprirent la construction d'un hôpital de guerre, l'actuel bâtiment des archives nationales et en 1862, à proximité immédiate des casernes de Vauban, la construction du magasin à grains.

Sous l'occupation allemande la citadelle qui avait souffert du temps et des guerres a été remise en état en 1837-1838.

Tout au long de son existence et jusqu'au démantèlement de la forteresse la citadelle a toujours su garder son importance dans la place forte.

Les deux casernes principales, le magasin à grains et les autres constructions secondaires telles que le manège et les cuisines de garnison ont survécu au démantèlement de 1867.

Certaines de ces constructions ont été démolies par la suite comme par exemple le magasin à grains et l'une des deux casernes en 1968 et plus tard les cuisines de garnison qui hébergeaient alors la direction de l'Enregistrement.

Seuls subsistent actuellement l'ancien manège et le bâtiment Vauban situé aux abords du boulevard Roosevelt.

Au début des années 70 le Gouvernement a lancé un concours entre architectes pour la réalisation d'une nouvelle chambre des députés, projet qui fut cependant abandonné. Seul le parking souterrain, l'ascenseur vers le Grund et le revêtement de la place du St-Esprit ont été réalisés.

Par la suite les maisons individuelles situées à l'embranchement de la rue du St-Esprit et du petit parking en surface ont fait place à un grand immeuble qui forme aujourd'hui le front de place côté Ville.

## II.2. Parti urbanistique

C'est donc sur ce lieu prestigieux et au passé chargé d'histoire que le Gouvernement a choisi de construire le nouveau palais de justice central. Il s'agit dès lors d'honorer l'inscription, en 1994, des vieux quartiers et des fortifications de la Ville sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Au départ deux orientations urbanistiques fondamentalement divergeantes étaient en discussion; d'une part le palais de justice monumental et monolithique à l'instar du palais de justice de Bruxelles, d'autre part la Cité judiciaire composée d'autant de bâtiments que d'instances ou unités fonctionnelles.

Or, il est vite apparu que le choix du site conditionne le parti urbanistique du projet. En effet le plateau du St-Esprit est un site exposé et particulièrement sensible en raison des fortifications de Vauban qui font partie intégrante de la silhouette de la Ville. Une analyse typologique de cette silhouette fait apparaître que le tissu urbain de la Vieille Ville s'arrête aujourd'hui avant le plateau du St-Esprit qui, en fait, ne comprend pas ou plus de constructions émergentes. La logique conduit donc à compléter cette silhouette par la construction de gabarits limités et assimilables à la typologie des constructions de la rue du St-Esprit et de la corniche.

C'est donc naturellement que le choix du parti urbanistique s'est orienté vers la Cité judiciaire.

La façon de distribuer ainsi le programme de construction en plusieurs bâtiments permet un concept urbanistique et une silhouette dans la continuité de l'image de la Ville haute s'intégrant dans le site. Cette solution apparaît comme plus vivante et à une échelle plus humaine que la version du „grand bâtiment“ qui est plus monumentale et plus classique. Il faut en effet craindre qu'une telle solution ne détruise d'emblée le site par sa masse, sa hauteur et la longueur de ses façades. D'autre part, les représentants des services judiciaires, qui étaient intimement associés au développement de l'étude, ont fait savoir que la tendance actuelle va également dans le sens de la Cité judiciaire dans d'autres pays comme par exemple en France. Cette présentation moins despotique de la justice est pour certains également plus conforme à l'esprit luxembourgeois où la plupart des ministères et administrations sont installés dans des bâtiments de moindre envergure plutôt que dans de grandes bâtisses imposantes.

La nouvelle Cité judiciaire de Luxembourg sera constituée d'un ensemble de huit bâtiments distincts dont chacun est une entité fonctionnelle et architecturale:

- La cour supérieure de justice et le parquet général
- Le tribunal d'arrondissement
- Le parquet du tribunal d'arrondissement
- La justice de paix
- Le tribunal de la jeunesse
- Le service central d'assistance sociale
- Les locaux communs
- La tour des vents.

Sur le plateau du St-Esprit sera donc construit un nouveau quartier dessiné dans la tradition urbanistique de la Ville haute et comportant rues, ruelles et places. Les gabarits des constructions seront compatibles avec les gabarits des constructions de la corniche.

A cela s'ajoute la volonté affirmée de redéfinir l'espace urbain de cette partie de la Ville haute, qui a été gommée dans le passé par la démolition des anciennes casernes.

## II.3. Composition d'ensemble

La composition d'ensemble de la Cité judiciaire est donc principalement conditionnée par le parti urbanistique choisi. En effet tant l'implantation des constructions que leur gabarit, tout comme l'architecture proprement dite et le choix des matériaux, découlent de cette option.

La composition d'ensemble s'articule autour du palais de la cour supérieure de justice qui en est l'élément central. La place du St-Esprit redessinée lui servira de parvis. L'espace de cette place qui actuellement manque d'encadrement et de repaires construits, aura ainsi une dimension réelle et lisible grâce aux nouvelles constructions qui la borderont, à savoir au sud le palais de la cour supérieure, à l'est le tribunal d'arrondissement comprenant la caserne Vauban et ses extensions, au nord la galerie reliant le tribunal d'arrondissement au parquet qui lui délimitera l'espace du côté de la vallée.



Au sud du palais de la cour supérieure sont implantés la justice de paix, le tribunal de la jeunesse, le service central d'assistance sociale et les locaux communs aux différents services. Ces immeubles qui, par leur implantation reproduisent le caractère des cités anciennes, se caractérisent chacun par son architecture propre et créent ainsi un espace urbain qui s'inscrit dans la continuité de l'urbanisme de la Ville haute.

Sur le promontoire du confluent de l'Alzette et de la Pétrusse un belvédère arrondit la composition d'ensemble.

#### ***a) La cour supérieure de justice et le parquet général***

Le palais de la cour supérieure de justice, qui regroupe la cour supérieure et le parquet général, les plus hautes instances du pouvoir judiciaire, est le seul bâtiment ayant un caractère monumental.

Projeté au fond de la place actuelle à l'emplacement du manège, qui, pour ce faire devra être déposé, le palais de la cour supérieure délimitera donc du côté sud la nouvelle place du St-Esprit. L'accès principal du palais est situé sur cette place et se distingue par son expression classique.

Le bâtiment qui est conçu sur un plan rectangulaire rigoureux comportant 4 niveaux pleins et 2 niveaux en retrait et mansardés, traduit le caractère représentatif des fonctions qu'il abrite.

L'organisation interne du palais s'articule autour d'un hall central ouvert sur tous les étages. Les bureaux sont situés en périphérie et desservis par des couloirs ouvrant sur le hall.

Au rez-de-chaussée, le hall donne accès à la grande salle d'audience également destinée aux cérémonies solennelles. Un escalier d'honneur relie le rez-de-chaussée au deuxième étage où se trouvent les autres salles d'audience.

En principe les autres étages regroupant les bureaux des magistrats et les services de la cour ne sont pas accessibles au public.

#### ***b) Le tribunal d'arrondissement***

Le tribunal d'arrondissement occupera l'ancienne caserne, dernier témoin des constructions militaires du plateau construit par Vauban où sont actuellement logés un ministère et différentes administrations. Pour pouvoir accueillir tous les services du tribunal, le bâtiment existant sera entièrement transformé et agrandi du côté du boulevard Roosevelt. Cette extension comporte au niveau du boulevard un passage public couvert destiné à la circulation piétonne venant du viaduc.

Une construction hexagonale de 7 niveaux, implantée dans le prolongement du bâtiment Vauban signale l'entrée de la place du St-Esprit.

Cette nouvelle conception définit de manière cohérente les alignements du boulevard Roosevelt.

La cour intérieure triangulaire entre le bâtiment Vauban et son extension constitue l'articulation des circulations réservées au public.

Les niveaux de la nouvelle extension le long du boulevard sont en adéquation avec ceux du bâtiment existant de façon à créer une volumétrie unitaire.

Le tribunal d'arrondissement aura deux entrées, l'une donnant accès à partir de la place du St-Esprit, l'autre à partir de la galerie piétonne longeant le boulevard Roosevelt. Au rez-de-chaussée sont aménagés les services qui sont au contact du public, notamment l'accueil, la salle des avocats, les zones d'attente, la cafétéria.

Les salles d'audience, de différentes dimensions, sont aménagées dans l'extension aux premier et deuxième étages alors que les bureaux des magistrats ainsi que les services du greffe et de l'administration sont regroupés dans le bâtiment existant, au troisième étage de l'extension ainsi que dans l'immeuble hexagonal.

#### ***c) Le parquet du tribunal d'arrondissement***

Le parquet du tribunal d'arrondissement sera logé dans un immeuble autonome bordant la place du St-Esprit du côté de la vallée.

Pour des raisons pratiques, les relations fonctionnelles entre le parquet et le tribunal étant permanentes, le parquet sera relié au tribunal par une galerie de liaison. Cette galerie fermera l'espace de la place par rapport à la continuation de la rue du St-Esprit vers le boulevard Roosevelt.

La galerie comporte deux niveaux, le rez-de-chaussée étant une suite d'arcades ouvertes, la liaison proprement dite se situant au niveau de l'étage.

Le bâtiment du parquet empiète sur la rampe reliant la Ville haute à la corniche. Il comporte trois niveaux pleins et un niveau mansardé, ce dernier constituant une réserve de surface.

La géométrie du bâtiment est conditionnée par la particularité du site d'implantation de laquelle résulte le plan triangulaire.

#### **d) *La justice de paix***

La justice de paix se trouve à l'extrémité sud du plateau du St-Esprit et est accessible depuis une petite place urbaine. Ce bâtiment s'apparente de par son gabarit et son éclectisme architectural à celui des locaux communs. Tout comme ce dernier il comporte une cour intérieure autour de laquelle se développent les fonctions.

Au rez-de-chaussée sont aménagées, au-delà de la salle des pas perdus et de la salle d'attente, des salles d'audience de différentes dimensions, les salles d'enquêtes ainsi que la salle des avocats. La grande salle d'audience précédée d'une salle d'attente est aménagée au premier étage.

Les bureaux des magistrats et du greffe sont aménagés au premier et dans une partie du second étage, le restant étant réservé aux besoins futurs de cette juridiction qui est en plein développement. Seule une partie de l'immeuble comporte un quatrième niveau qui constitue également une possibilité d'extension.

#### **e) *Le tribunal de la jeunesse***

Le tribunal de la jeunesse est implanté sur une avancée du mur de fortification du plateau du St-Esprit reconstruit à l'endroit d'un petit passage en tunnel donnant actuellement accès à la corniche.

Le tribunal de la jeunesse est un bâtiment modeste tenant plutôt de la villa classique que du palais de justice. Ceci découle d'une part du programme restreint par rapport aux autres juridictions et d'autre part de la volonté d'éviter dans ce cas précis tout caractère ostentatoire voire opprimant.

Les salles et les bureaux des magistrats et du greffe sont distribués sur trois niveaux de part et d'autre d'un couloir central. Deux niveaux à savoir le troisième étage et le sous-sol restent disponibles.

#### **f) *Le service central d'assistance sociale***

Plus imposant tant par le volume que par son expression architecturale, le service central d'assistance sociale se réfère à l'architecture classique par son ordonnance et la symétrie de ses volumes.

Cet immeuble est implanté entre le tribunal de la jeunesse et la tour des vents. Il comporte quatre niveaux dont un en sous-sol, ajouré du côté de la vallée.

Le programme comporte principalement des bureaux destinés à recevoir du public en raison de la vocation sociale du service. Une organisation claire facilite l'orientation des visiteurs.

Tout comme le parquet du tribunal d'arrondissement, la tour des vents et le tribunal de la jeunesse, le bâtiment du service central d'assistance sociale contribue à compléter la silhouette de la Vieille Ville. Pour cette raison la volumétrie et les gabarits ont été maintenus à une échelle comparable aux autres constructions.

#### **g) *Les locaux communs***

Les locaux communs aux différentes juridictions sont regroupés dans un bâtiment qui se trouve à proximité immédiate du palais de la cour supérieure de justice. Cet immeuble est d'une facture plus simple et moins monumentale que le palais.

L'architecture est moins rigoureuse, diversifiant les volumes et le dessin architectural, pour ramener l'immeuble malgré son importance relative à une échelle compatible avec le site.

Ce bâtiment regroupe les services communs aux différentes juridictions à savoir les archives centrales, la salle des ordinateurs, la bibliothèque avec sa salle de lecture, la salle de formation et les bureaux de l'administration centrale, le central téléphonique. S'y trouvent également divers services publics comme le registre de commerce et le casier judiciaire. Ces diverses fonctions s'articulent autour d'une cour intérieure à géométrie libre.

Le seul logement de service de la Cité judiciaire est également intégré dans cet immeuble qui comporte généralement quatre niveaux. La bibliothèque qui, à l'instar des bibliothèques classiques, occupe un volume plus important comporte des mezzanines périphériques.

#### **h) La tour des vents**

Sans fonction directe en relation avec la Cité judiciaire, la tour des vents est surtout un élément architectural, une sorte de campanile destiné à compléter l'image de la silhouette de la Ville haute. En effet avec une hauteur de 37 mètres elle est le pendant du clocher de l'église St-Michel et marque ainsi la prolongation du tissu urbain.

Placée sur l'emplacement même de l'ascenseur menant actuellement au Grund, la tour des vents remplacera le pavillon actuel. En plus des installations actuelles, elle sera équipée d'un ascenseur menant à une plate-forme offrant une vue imprenable sur la Ville et ses environs, plus-value touristique appréciable. La plate-forme sera également accessible par un escalier.

#### **i) Le parking et les locaux techniques**

Les différents bâtiments seront pour la plupart implantés en superstructure d'un parking souterrain projeté dans le prolongement de l'actuel parking du St-Esprit. Le nouveau parking aura une capacité de 440 emplacements répartis sur quatre niveaux dont trois seront réservés aux instances judiciaires, le quatrième étant destiné au public. Ce quatrième niveau qui sera mis en communication avec le parking existant sera donc accessible par l'entrée existante alors que les emplacements réservés aux instances judiciaires seront accessibles par une nouvelle entrée donnant sur le boulevard Roosevelt et située avant la descente vers le tunnel. Cette nouvelle entrée donne également accès à un parking de haute sécurité pour six fourgons cellulaires.

Les locaux techniques seront partiellement aménagés en sous-oeuvre des locaux communs respectivement dans l'espace de répartition des charges en entresol.

La centrale d'énergie projetée dans le cadre de la Cité judiciaire sera dimensionnée de façon à pouvoir, dans l'avenir, desservir également les autres bâtiments de l'Etat implantés dans le quartier.

### **II.4. Parti architectural et constructif**

A l'instar du parti urbanistique retenu pour la Cité judiciaire le parti architectural et le choix des matériaux sont conditionnés par la volonté délibérée d'intégration dans le tissu urbain et la silhouette de la Vieille Ville.

Transposés dans une architecture d'expression contemporaine les nouveaux bâtiments s'apparentent par l'ordonnement de leurs façades et la silhouette de leurs toitures aux bâtiments de la ville traditionnelle.

Ainsi, les façades seront en pierre naturelle et en enduit. Pour les façades du palais de la cour supérieure de justice, bâtiment à vocation représentative la pierre naturelle dominera alors que pour d'autres bâtiments seuls les encadrements de fenêtres, les pierres d'angle et les socles seront en pierre.

Les toitures, partiellement mansardées, seront à deux ou plusieurs versants. La couverture, posée sur charpente traditionnelle et voligeage en bois, sera réalisée en ardoise naturelle, matériau traditionnel par excellence.

Les menuiseries extérieures seront réalisées en aluminium thermolaqué blanc. Elles respecteront le dessin caractéristique des menuiseries traditionnelles, à savoir fenêtres à croisillons et ouvertures à deux battants. La menuiserie en bois n'a pas été retenue pour des raisons d'entretien.

Le parti constructif est traditionnel. Les ouvrages seront réalisés en maçonnerie et structure en béton armé. Compte tenu de la situation certaines reprises en sous-oeuvre sont inévitables, notamment pour l'implantation de la cour supérieure de justice au-dessus du parking existant.

Les agencements intérieurs seront adaptés aux différentes fonctions. Les locaux représentatifs tels que les halls d'accueil et les salles d'audience, recevront une finition plus poussée alors que les bureaux et les services administratifs seront agencés conformément aux standards usuels pour les immeubles administratifs.

Un soin très particulier sera apporté au choix des matériaux afin de garantir un entretien simple et la pérennité des ouvrages.

Les installations techniques et les isolations thermiques seront conformes aux exigences en matière de sécurité et d'économie d'énergie.

Les bureaux seront équipés d'un chauffage statique alors que les salles d'audience seront ventilées et climatisées. Il en est de même pour la grande bibliothèque, la grande salle de formation et la salle des ordinateurs.

Les équipements électriques seront conformes aux exigences normatives actuellement en vigueur. Tous les bureaux seront équipés d'un réseau informatique performant afin d'assurer une gestion administrative conforme aux critères actuels.

\*

### III. PROGRAMME DE CONSTRUCTION

#### *Service central d'assistance sociale*

	Dénomination	Unités	Surface unitaire (m <sup>2</sup> )	Surface	Total
<i>Salles</i>	Salle de réunion	1	59,2	59,2	59
<i>Administration</i>	Directeur	1	25,8	25,8	
	Psychologue/Sociologue	4	17,7	70,8	
	Agents de probation	25	18,1	451,5	
	Employés/Dactylo/Stagiaire	2	37,5	75,0	623
<i>Divers</i>	Photocopies	3	7,1	21,2	
	Dépôts	8	8,1	64,8	
	Archives	1	25,8	25,8	
	Entretien	2	4,8	9,6	
	Sanitaires	8	11,2	89,2	
	Réserve	2	36,3	72,6	
	Circulation, halls, etc.			584,0	867
<i>Total</i>					1.550

*Justice de paix*

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Salles</i>	Salle d'audience	1	108,3	108,3	
	Salles d'audience	2	53,4	106,7	
	Salles d'enquêtes	3	20,5	61,5	
	Salle de réunion	1	25,9	25,9	302
<i>Magistrature</i>	Juge directeur	1	24,4	24,4	
	Juges	15	17,5	262,8	287
<i>Avocats</i>	Casiers des avocats	1	20,0	20,0	20
<i>Administration</i>	Greffier en chef	1	17,6	17,6	
	Greffiers	7	24,4	170,8	
	Ordonnance de paiement	1	43,2	43,2	
	Ordonnance de paiement	1	26,2	26,2	258
<i>Divers</i>	Concierge	1	19,3	19,3	
	Photocopies	2	9,7	19,4	
	Dépôt	1	22,0	22,0	
	Archives	1	12,5	12,5	
	Entretien	1	7,6	7,6	
	Sanitaires	6	13,5	80,7	
	Réserve			551,5	
	Circulation, halls, etc.			848,0	1.561
<i>Total</i>					2.428

*Locaux communs*

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Bibliothèque</i>	Bibliothèque	1	198,6	198,6	327
	Salle de lecture publics	1	28,6	28,6	
	Salle de lecture magistrats	1	39,7	39,7	
	Salle de lecture avocats	1	27,2	27,2	
	Archives documentation	1	12,3	12,3	
	Bibliothécaires	1	20,0	20,2	
<i>Services publics</i>	Accueil	2	16,6	33,1	321
	Guichet	1	12,3	12,3	
	Guichets	3	4,8	14,4	
	Préposé	1	14,5	14,5	
	Répertoire état civil	1	16,6	16,6	
	Archives état civil	1	64,5	64,5	
	Casiers judiciaires	1	52,4	52,4	
	Registre de commerce	1	46,5	46,4	
	Archives registre de commerce	1	40,9	40,9	
	Permis de conduire	1	25,4	25,4	
<i>Exécution des peines</i>	Attaché de justice	1	33,3	33,3	105
	Substitut	1	18,3	18,3	
	Secrétariat	1	25,8	25,8	
	Amendes	1	27,3	27,3	
<i>Services centraux</i>	Salle de formation	1	183,3	183,3	970
	Salle de formation	1	71,2	71,2	
	Documentation pour formation	1	17,1	17,1	
	Central téléphonique	1	28,6	28,6	
	Salle des ordinateurs	1	209,1	209,1	
	Salle photocopies centralisée	1	38,4	38,4	
	Préposé à la salle photocopies	1	14,0	14,0	
	Stockage matériel	1	14,0	14,0	
	Archives statiques	1	295,8	295,8	
	Archives réserve	1	48,7	48,7	
	Matériel de bureau	1	50,0	50,0	
<i>Administration</i>	Greffiers	9	23,6	212,4	257
	Employés/Documentation	1	19,0	19,0	
	Employés photocopies	1	25,9	25,9	
<i>Appartement concierge</i>	Séjour	1	36,2	36,2	103
	Cuisine	1	15,5	15,5	
	Chambre	1	20,4	20,4	
	Chambre	1	17,0	17,0	
	Sanitaires	1	5,2	5,2	
	Salle de bains	1	8,5	8,5	

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Divers</i>	Salle de presse	1	16,3	16,3	
	Salle de lers soins	1	16,2	16,2	
	Local container	1	17,9	17,9	
	Photocopies	2	9,0	18,0	
	Entretien	1	14,0	14,0	
	Vestiaires	2	18,7	37,4	
	Sanitaires	7	14,1	98,7	
	Réserve			90,6	
	Circulation, halls, etc.			1.020,4	1.330
<i>Total</i>					3.412

*Cour supérieure et parquet général*

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Salles</i>	Grande salle d'audience	1	255,6	255,6	
	Galerie sur grande salle d'audience	1	48,0	48,0	
	Salles d'audience	2	151,3	302,6	
	Salle de réunion Cour Supérieure	1	62,6	62,6	
	Salle de réunion Parquet général	1	39,2	39,2	
	Salle de réunion réserve	1	39,2	39,2	
	Salles de Conseil	3	17,5	52,6	
	Chambre du Conseil	1	29,7	29,7	
	Salles d'enquête	2	17,4	34,8	864
<i>Avocats</i>	Parloir	1	16,1	16,1	
	Vestiaires des avocats	1	45,6	45,6	
	Salle des avocats	1	17,2	17,2	
	Casiers des avocats	1	15,6	15,6	95
<i>Détention</i>	Salle Gendarmerie	1	15,2	15,2	
	Salle de détention	1	16,7	16,7	
	Cellules	2	12,7	25,4	57
<i>Magistrature</i>	Président de la Cour de cassation	1	34,8	34,8	
	Président des Chambres	1	23,5	23,5	
	Président de Chambre	7	21,4	149,6	
	Procureur Général d'Etat	1	34,8	34,8	
	Procureur Général adjoint	1	24,8	24,8	
	Avocat Général	6	17,1	102,5	
	Juges de la mise en état	4	17,3	69,0	439
<i>Administration</i>	Conseillers	19	19,9	377,4	
	Conseillers Cour de cassation	2	26,0	52,0	
	Conseiller tribunal de la Jeunesse	1	18,7	18,7	
	Carrière supérieure service dél.	1	19,3	19,3	
	Citations	1	18,1	18,1	
	Chef de personnel	1	17,5	17,5	
	Greffier en chef	1	19,8	19,8	
	Greffiers/Employés	8	25,1	200,6	
	Comptabilité	1	19,2	19,2	
	Secrétariat	1	25,6	25,6	
	Employé	1	14,8	14,8	
	Employés bureau réserve	1	26,1	26,1	809



	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Divers</i>	Conciergerie/réception	1	19,5	19,5	
	Guichet paiement	1	8,0	8,0	
	Cabines téléphoniques	1	6,0	6,0	
	Archives semi-courantes	1	13,5	13,5	
	Archives semi-courantes	1	28,3	28,3	
	Sanitaires	11	16,7	183,2	
	Réserve			1.088,2	
	Circulation, salle des pas perdus, etc.			1.596,3	2.943
<i>Total</i>					5.207

***Tribunal de la jeunesse***

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Salles</i>	Salle d'audience	1	36,0	36,0	
	Salle de réunion	1	24,6	24,6	61
<i>Magistrature</i>	Juge directeur	1	24,6	24,6	
	Juges de tutelle	2	17,7	35,4	
	Juges de jeunesse	1	17,4	17,4	
	Juges (réserve)	2	22,4	44,7	122
<i>Administration</i>	Greffiers	3	24,6	73,8	74
<i>Divers</i>	Sanitaires/entretien	3	13,9	41,7	
	Réserve			425,4	
	Circulation, halls, etc.			241,4	709
<i>Total</i>					965

*Tribunal d'arrondissement*

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Salles</i>	Salle d'audience	1	244,0	244,0	1.178
	Salle d'audience	1	127,4	127,4	
	Salles d'audience	4	63,6	254,3	
	Salles d'audience réserve	2	128,2	256,4	
	Salle de réunion	1	39,3	39,3	
	Salle de réunion	1	27,2	27,2	
	Salle de réunion	1	17,0	17,0	
	Salles de conseil	6	15,6	93,6	
	Chambre du Conseil	1	22,0	22,0	
	Salles d'enquêtes	5	19,3	96,3	
<i>Avocats</i>	Bâtonnier	1	25,9	25,9	143
	Secrétariat	1	26,0	26,0	
	Parloir des avocats	1	19,3	19,3	
	Vestiaire des avocats	1	40,7	40,7	
	Casiers des avocats	1	14,2	14,2	
	Salle des avocats	1	17,1	17,1	
<i>Détention</i>	Salle Gendarmerie	1	20,1	20,1	95
	Salle de détention	1	22,4	22,4	
	Cellules	4	7,6	30,4	
	Parloir	1	22,1	22,1	
<i>Magistrature</i>	Président du tribunal	1	39,5	39,5	1.013
	Vice-Président/1er Juge/Juge	13	51,8	672,9	
	Juges	4	22,9	91,7	
	Juges de la mise en état	4	20,4	81,6	
	Juge d'instruction directeur	1	25,0	25,0	
	Juges d'instruction	4	25,5	102,0	
<i>Administration</i>	Attachés de justice	2	33,7	67,4	776
	Greffier en chef	1	23,7	23,7	
	Secrétariat du greffier en chef	1	40,0	40,0	
	Salle de consultation dossiers	1	19,4	19,4	
	Archives semi-courantes	1	31,7	31,7	
	Greffiers	13	25,3	328,8	
	Greffiers	1	58,5	58,5	
	Greffiers réserve	2	23,3	46,6	
	Greffiers réserve	2	15,8	31,6	
	Greffier réserve	1	11,4	11,4	
	Employés	1	40,6	40,6	
	Employés	3	25,4	76,2	

	Dénomination	Unités	Surface unitaire (m <sup>2</sup> )	Surface	Total
<i>Divers</i>	Cafétéria	1	105,0	105,0	
	Cuisine	1	26,6	26,6	
	Conciergerie/réception	1	20,9	20,9	
	Salle d'attente	1	12,1	12,1	
	Guichets	2	6,5	12,9	
	Zone public	1	61,6	61,6	
	Zone magistrat	1	19,0	19,0	
	Photocopies	4	8,4	33,6	
	Archives	1	584,0	584,0	
	Entretien	2	5,0	10,0	
	Sanitaires	7	19,7	138,0	
	Sanitaires	1	31,4	31,4	
	Sanitaires	6	3,4	20,6	
	Réserves			466,1	
	Circulation, salle des pas perdus, etc.			2.858,0	4.400
<i>Total</i>					7.604

**Parquet du tribunal d'arrondissement**

	Dénomination	Unités	Surface unitaire (m <sup>2</sup> )	Surface	Total
<i>Salles</i>	Salle de réunion	1	59,8	59,8	60
<i>Magistrature</i>	Procureur d'Etat	1	35,2	35,2	
	Procureur d'Etat adjoint	1	20,4	20,4	
	Substituts	16	17,8	284,1	
	Réserve substituts	2	20,3	40,6	380
<i>Administration</i>	Attachés de Justice	1	27,0	27,0	
	Attachés de Justice	1	35,7	35,7	
	Inspecteurs	2	28,9	57,8	
	Expéditionnaires/Employés	4	34,5	138,0	
	Expéditionnaires/Employés	1	45,8	45,8	304
<i>Divers</i>	Conciergerie	1	6,6	6,6	
	Photocopies	1	17,7	17,7	
	Photocopies	1	6,4	6,4	
	Archives semi-courantes	1	25,8	25,8	
	Entretien	2	5,3	10,6	
	Sanitaires	4	12,6	50,2	
	Réserve			682,5	
	Circulation, halls, etc.			547,5	1.347
<i>Total</i>					2.092

**Parking et locaux techniques**

	<i>Dénomination</i>	<i>Unités</i>	<i>Surface unitaire (m<sup>2</sup>)</i>	<i>Surface</i>	<i>Total</i>
<i>Parking</i>	Parking	440	30	13.200	
	Parking de sécurité	6	50	300	
	Accès	1	400	400	
	Surveillance	1	30	30	13.930
<i>Locaux techniques</i>	Cogénération	1	1.550	1.550	
	Station de raccordements	1	100	100	
	Centrale secondaire	1	900	900	2.550
<i>Total</i>					16.480

**Récapitulation**

<i>Dénomination</i>	<i>Surface*</i>
Service central d'assistance sociale	1.550
Justice de paix	2.428
Locaux communs	3.412
Cour supérieure	5.207
Tribunal de la jeunesse	965
Tribunal d'arrondissement	7.604
Parquet du tribunal d'arrondissement	2.092
Parking et locaux techniques	16.480
Total	39.738

\* y compris circulation

\*

## IV. ESTIMATION DE LA DEPENSE

Dénomination	Gros oeuvre clos	Techniques	Agencement	Equip.	Aménag.	Divers	Total
Cour Supérieure de Justice et Parquet général	291.000.000	117.000.000	102.000.000	51.000.000		26.000.000	587.000.000
Tribunal d'arrond.	316.000.000	128.000.000	111.000.000	56.000.000		28.000.000	639.000.000
Parquet du Tribunal d'arrond.	100.000.000	40.000.000	35.000.000	18.000.000		9.000.000	202.000.000
Justice de Paix	103.000.000	42.000.000	36.000.000	18.000.000		9.000.000	208.000.000
Tribunal de la Jeunesse	27.000.000	11.000.000	10.000.000	5.000.000		2.000.000	55.000.000
Service Central d'assistance sociale	67.000.000	27.000.000	24.000.000	12.000.000		6.000.000	136.000.000
Locaux communs	139.000.000	56.000.000	49.000.000	24.000.000		12.000.000	280.000.000
Tour des vents	11.000.000	4.000.000	4.000.000	2.000.000		1.000.000	22.000.000
Parking et locaux techniques	274.000.000	110.000.000	96.000.000	48.000.000		24.000.000	552.000.000
Belvédère	1.000.000	0	0	0		0	1.000.000
Aménag. extér.	94.000.000	38.000.000	33.000.000	17.000.000	66.000.000	8.000.000	256.000.000
<b>Total</b>	<b>1.423.000.000</b>	<b>573.000.000</b>	<b>500.000.000</b>	<b>251.000.000</b>	<b>66.000.000</b>	<b>125.000.000</b>	<b>2.938.000.000</b>

Total construction	2.938.000.000
Frais généraux	73.000.000
Décor artistique	15.000.000
Honoraires	441.000.000
TVA 12% sur honoraires et services	52.920.000
TVA 15% sur travaux	453.900.000
<b>Total Général</b>	<b>3.973.820.000</b>
<b>Arrondi</b>	<b>3.970.000.000</b>